



# Premier coup de pioche de la nouvelle CIMAF de Bobo Coût : 20 milliard de francs CFA, plus de 1000 emplois

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,  
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



# Sciences-Campus Info

*Science - Politique - Education - Société - Economie*

Quotidien n°353 du samedi 8 avril 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 26.

**Journée Scientifique de la mission médicale cubaine au Burkina Faso: Des professionnels de santé échantent autour des résultats de travaux de recherche de la mission d'assistance technique**

Page 16



**Excision : Une rencontre de plaidoyer à Gaoua**

Page 6



**Mise en œuvre du PNDES : La question d'autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel au cœur des préoccupations**

Page 2



Authorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

**Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...  
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...**

*Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain*



# Mise en œuvre du PNDES : La question d'autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel au cœur des préoccupations

Région du Centre



Des recommandations importantes sont attendues à l'issue des travaux de cet atelier.

**I**l s'est ouvert ce vendredi 7 avril 2017 à Ouagadougou, un atelier interministériel sur le projet pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel. Cet atelier organisé par le ministère de la santé, s'inscrit dans le contexte du PNDES. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le ministre de la Santé représentant le Premier ministre Paul Kaba Tiéba.

C'est la salle de conférence de l'Hôtel Laïco qui a servi de cadre pour l'ouverture de l'atelier

interministériel sur le projet pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel. Placé sous la présidence de Paul Kaba Tiéba, cet atelier interministériel regroupe les membres du gouvernement concernés par le projet « Autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel » ainsi que les gouverneurs des régions accueillant les sous projets. Quatre ministères sont directement concernés par le projet. Il s'agit du ministère de la santé, du ministère de la femme, de la solidarité nationale et de la

famille, du ministère de l'éducation nationale et de l'alphabétisation et du ministère de l'économie, des finances et du développement.

L'atelier vise à renforcer le plaidoyer en vue d'un engagement de haut niveau des autorités pour un meilleur accompagnement de la mise en œuvre du Projet « Autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel » abrégé en anglais « SWEDD » au Burkina Faso dans le contexte du plan national de développement économique et social (PNDES).

La suite à la page 3.



## SOCIÉTÉ ET DÉVELOPPEMENT

La suite de la page 2.

Pour le représentant du Premier ministre, le Pr Nicolas Médah, ministre de la santé, ce présent atelier est une invite en vue d'un engagement de haut niveau des autorités pour un meilleur accompagnement de la mise en œuvre du Projet SWEDD au Burkina Faso.

Le dividende démographique est la croissance économique accélérée qui résulte du changement de la structure par âge de la population. Le financement du projet est assuré par la Banque mondiale sous forme de prêt et de don. Pour Cheick Kanté, Représentant de la Banque mondiale au Burkina Faso, l'apport de la Banque mondiale s'inscrit dans la dynamique que ce projet puisse bénéficier d'un suivi au plus haut niveau du gouvernement.

Le projet SWEDD couvre cinq pays de la sous-région du Sahel à savoir le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. Il a un coût global de 205 millions de dollars dont 34,8 millions pour le Burkina Faso. Le projet couvre la période 2015-2019 et bénéficie de l'assistance technique du Fonds des Nations Unies pour la Population et de l'organisation ouest africaine de la santé. La coordination nationale du projet SWEDD est assurée par le Ministère de la santé à travers le Programme d'appui au Développement Sanitaire en abrégé PADS.

A l'issue de l'atelier, des recommandations de haut niveau devront être formulées afin d'accélérer la mise en œuvre du projet SWEDD au Burkina Faso.

**Alfred Sié Kam/rédaction SCI**



Pour Cheick Kanté, cet atelier vise à favoriser l'appropriation du projet au niveau national et garantir l'atteinte des résultats.



« L'amorce du processus véritable de développement passe par l'investissement dans le capital humain », a souligné Nicolas Médah.



# Dédicace du nouveau testament en langue dogossè

Région du Sus-Ouest



Remise d'attestation à Monsieur Lawson et épouse.

**L**e Samedi 25 Mars 2017 s'est tenue à Bawè, village de la commune rurale de Ouou, la dédicace du Nouveau Testament en langue Dogossè. La cérémonie a connu la participation de plusieurs personnalités des églises chrétiennes, des autorités administratives de la province du Poni et bien évidemment la population des bawè ainsi que les coordonnateurs des projets de traduction de la Bible.



Directeur Exécutif de l'ANTBA Monsieur Jacques Sankara.

Les dogossè sont un peuple qui vit à cheval entre la région du Sud-Ouest du Burkina Faso et la région des Cascades. La grande majorité des dogossè vivent à Bawè dans la

commune rurale de Ouou. Bawè est à environ 530km de Ouagadougou sur l'axe Gaoua Banfora.

La joie se lisait sur les visages des dogossè. En prélude aux allocutions des troupes d'animation et groupes

La suite à la page 5



## SOCIÉTÉ

La suite de la page 4



Nouveaux testaments disposés en forme de croix.



Remise d'attestations à l'équipe de Traduction et d'Alphabétisation.

de louanges ont tenu en haleine le public venu honorer la cérémonie. C'est le Pasteur de la Mission Alpha de Bawè qui a eu l'honneur de souhaiter la bienvenue à tous ses hôtes venus de très loin avec la parole de Dieu en

Dogossè. Il représentait à cet effet les églises évangéliques de la commune. Il a exprimé sa joie d'avoir la parole de Dieu dans sa langue maternelle. Bagalassina, OUATTARA, Coordonnateur du Projet de traduction du

Nouveau Testament et Maire de la Commune de Ouô a remercié tous ceux qui l'ont aidé de près ou de loin à atteindre les résultats. Il est aussi reconnaissant à Monsieur Lawson Graeme qui l'a soutenu et guidé dans la traduction de la Bible. Toutefois le Coordonnateur du projet reconnaît que le travail n'a pas été facile mais la gloire revient à Dieu qui l'a soutenu.

Lawson Graeme, Missionnaire Suisse envoyé par la Wycliffe Suisse pour promouvoir la langue dogossè était présent à la cérémonie. Il s'est installé dans la localité de 1996 à 2002 pour poser les bases de la promotion de cette langue à travers la confection de plusieurs documents de différents niveaux et la construction des classes d'alphabétisations dans toute la région. L'illustre invité a félicité l'équipe qui a continué le travail après son départ et il a rendu grâce à Dieu pour l'aboutissement de ces résultats.

Au cours de cette cérémonie, des prières et bénédictions ont été dites par les pasteurs et responsables de l'Eglise catholique sur l'échantillon des Nouveaux Testaments. Ensuite des remises symboliques de Nouveaux Testaments ont été faites au représentant de la communauté et à quelques personnalités. Puis un passage Biblique du Nouveau Testament a été lu publiquement par un membre de la communauté qui a bénéficié des cours d'alphabétisations en langue dogossè.

**Relwendé Herve ROUAMBA**  
pour SCI



# Excision : Une rencontre de plaidoyer à Gaoua

Région du Sud-Ouest



(Présidium : Haut-commissaire Ram Joseph Kafando au milieu, à sa droite la SP/CNLPE Badolo/Kando Rachele et à sa droite le DPFSNF Tou Drissa)

**L**e Secrétariat Permanent du Conseil National de Lutte contre la Pratique de l'Excision (SP/CNLPE) en collaboration avec la Direction régionale de la femme, de la solidarité nationale et de la famille du Sud-Ouest a organisé une rencontre de plaidoyer contre les Mutilations Génitales Féminines (MGF) en général et en particulier contre la pratique de l'excision avec les élus locaux, les préfets de la province du Poni. La rencontre s'est tenue à Gaoua le 22 mars 2017 sous la présidence du Haut-commissaire Ram Joseph Kafando.

Depuis de nombreuses années

le gouvernement du Burkina Faso et les acteurs de la société civile consentent des efforts avec l'appui des partenaires techniques et financiers pour lutter contre les Mutilations génitales féminines (MGF) notamment contre la pratique de l'excision. Ce qui a permis d'instaurer un environnement favorable à l'élimination des Mutilations génitales féminines dans notre pays. Des études indiquent que 90% des femmes de 15 à 49 ans déclarent que la pratique ne doit pas continuer. Le taux de prévalence qui était de 13,3 % en 2010 pour la tranche d'âge de 0 à 14 ans est passé à 11,2% en 2015 pour la même tranche. Toutefois, parallèlement aux acquis subsistent toujours des obstacles

qui entravent l'atteinte de la tolérance zéro. Il s'agit des formes de résistance qui se manifestent par la clandestinité, le rabaissement de l'âge à la pratique ainsi que la pratique transfrontalière. Dans la région du Sud-Ouest 79% de femmes de 15 à 49 ans ont été excisées, selon une étude réalisée en 2010 par l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé).

Les communications ont porté sur l'état des lieux de la pratique de l'excision, un rappel sur les MGF, une présentation du plan stratégique National de promotion de l'élimination des MGF adopté en Conseil des Ministres le 05 janvier 2017. À l'issue de ces présentations des débats ont permis aux élus

La suite à la page 7.



La suite de la page 6.



À l'issue de ces présentations des débats ont permis aux élus locaux de se prononcer sur la problématique de l'excision et de s'engager à prendre en compte les actions de promotion de l'élimination de la pratique de l'excision dans les plans locaux de développement.

locaux de se prononcer sur la problématique de l'excision et de s'engager à prendre en compte les actions de promotion de l'élimination de la pratique de l'excision dans les plans locaux de développement. Plusieurs défis sont lancés. Il s'agit entre autres de la poursuite de l'intégration des modules sur les MGF dans les programmes d'enseignement primaire, secondaire, professionnel et dans les écoles non formelles. Il est aussi prévu l'intensification des actions de lutte dans les zones transfrontalières; l'implication de l'ensemble des élus nationaux

et locaux dans la lutte contre les MGF, l'intensification de l'application des textes en vigueur sur les MGF et bien d'autres. En terme de perspectives, il est prévu l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de communication du SP/CNLPE; du renforcement de la stratégie de prise en charge intégrale des victimes de séquelles d'excision à travers l'appui psychosocial et le traitement chirurgical ; l'élargissement des patrouilles éducatives et dissuasives à l'ensemble des brigades de gendarmerie et de police et enfin l'implication de la

jeunesse. Le Haut-commissaire Ram Joseph Kafando a demandé aux participants de mettre en pratique cette lutte contre les MGF. Somé Moutombome un élu local de la commune de Gbomblora, pense que le phénomène n'existe plus dans sa commune. Mais il compte poursuivre la sensibilisation et la surveillance car des pratiques clandestines peuvent exister.

**Kissogo Abdoul Karim Ouattara  
pour SC Info**





# Loterie Nationale du Burkina (LONAB) Deux heureux gagnants à Niangoloko

Région des Cascades



Les DRO de la LONAB (à gauche) a remis le chèque de plus de 22 millions à Benjamin Ilboudo.

**L**a nationale des jeux de hasard à fait des heureux gagnants dans la localité de Niangoloko à une centaine de kilomètre de Bobo-Dioulasso. 22 962 500 francs et 23 097 500 sont les gains respectivement remportés par les deux parieurs.

A l'issu du 4+1 du dimanche 12 mars 2017, Benjamin Ilboudo pour une mise de 300 francs et Pascal Zongo pour une mise de 12 600 francs ont choisi les bon chevaux. Pour l'un 22 962 500 francs, et 23 097 500 francs pour l'autre. Les deux gagnants, parieurs

depuis plusieurs années, disent être heureux de remporter ces sommes. Pour Benjamin Ilboudo, c'est un soulagement de savoir que la chance n'est pas que chez les autres. Grilleur de poulet, il dit vouloir investir pour mieux développer son activité. Pour Albert Zongo, représentant Pascal Zongo, c'est également une joie de remporter cette somme. Selon lui, Pascal Zongo compte également faire des investissements en suivant les conseils de la LONAB.

## Une LONAB conseillère

La LONAB selon le Directeur Régional Ouest Abdoulaye Sana,

ne se contente pas de procéder à la remise de chèque aux gagnants. «Nous souhaitons qu'ils en fasse un bon usage, c'est à dire qu'ils prennent le temps de réfléchir et voir comment ils pourront initier un projet porteur. Le souhait de la LONAB c'est que ses heureux gagnants soient des opérateurs économiques et faire des investissements qui vont permettre de créer des emplois en plus de profiter eux-mêmes et leur famille » a-t-il ajouté. En effet, la société a signé un partenariat avec la maison de l'entreprise pour que celle-ci puisse conseiller et orienter les heureux gagnants dans

La suite à la page 9.





## SOCIÉTÉ

La suite de la page 8.



Le représentant de Pascal Zongo (à droite) a reçu son chèque des mains du 1er adjoint au maire de la commune de Niangoloko.



LONAB 3 : La LONAB a mobilisé une forte délégation pour cette remise de chèques.

l'élaboration et l'exécution de leur projet. Le Directeur Régional Ouest soutien qu'il s'agit de conseils et qu'ils n'ont pas l'obligation de suivre les directives de la maison de l'entreprise. Il a par ailleurs invité la population à jouer car dit-il « soit vous gagnez, soit vous contribuez au développement du pays », se référant aux réalisations faites par sa société.

**Nicole A.B. OUEDRAOGO pour  
SC Info**



# Premier coup de pioche de la nouvelle CIMAF de Bobo

## Coût : 20 milliard de francs CFA, plus de 1000 emplois

Région du Centre



Doter industriellement la ville de Bobo d'un pôle industriel majeur dans le secteur du ciment et satisfaire les demandes et les attentes des populations locales c'est l'objectif de l'installation de la nouvelle usine CIMAF dans la ville de Sya

**Les responsables de l'usine de CIMAF ont organisé une conférence le 6 avril 2017 à Ouagadougou pour parler du premier coup de pioche de la nouvelle usine qui sera implanté à Bobo.**

Doter industriellement la ville de Bobo d'un pôle industriel majeur dans le secteur du ciment et satisfaire les demandes et les attentes des populations locales c'est l'objectif de l'installation de la nouvelle usine CIMAF dans la ville de Sya c'est l'annonce faite par les responsables de CIMAF aux hommes de média le 6 avril 2017 à Ouagadougou. Pour le Directeur général de CIMAF Burkina, Essam Daoud Le projet d'implantation

à Bobo s'impose de lui-même. Se rapprocher d'avantage des clients car le constat qu'avec l'usine de Ouagadougou a prouvé que CIMAF a un volume d'affaire important dans la région de Bobo (40%) ont déclaré les initiateurs de l'évènement. Selon eux, le coût du transport vient grever le coût de production. L'objectif ont-ils confirmé c'est de réduire le coût de production pour offrir un ciment accessible à un prix abordable aux Bobolais et avoir un prix similaire à celui de Ouagadougou. Il a signifié : «L'engagement a été pris avec cet investissement de réaliser la pose de la première pierre l'année dernière. Aujourd'hui, c'est le premier coup de pioche

que nous allons donner pour les travaux de construction à partir de juin 2017. Notre objectif c'est d'avoir le premier ciment produit en juin 2018 ». Les animateurs de la conférence ont estimé le coût de cette opération à 20 milliard de francs CFA. Essam Daoud a signifié son entreprise réalisera un triple objectif à travers cette opération. Le DG de CIMAF Burkina a affirmé que cet investissement permettra d'accroître la capacité de production. A terme l'usine sera dotée d'une capacité de 700 mille tonnes annuelle à l'en croire. Cette capacité permettra de satisfaire la demande du marché et également resté dans la trajectoire qui a été initié de maintenir le

La suite à la page 11



## SOCIÉTÉ ET DÉVELOPPEMENT

La suite de la page 10



Les journalistes se sont intéressés Les impacts environnementaux de cette nouvelle usine de CIMAF à Bobo.



Pour le Directeur général de CIMAF Burkina, Essam Daoud, l'objectif de cette opération est de faire une réelle transmission du savoir-faire à travers ce joyau aux populations bobolaises.

prix du ciment à niveau accessible pour le consommateur final. Elle assurera en plus, plus de 1000 emplois directs et indirects a-t-il confié. Il a expliqué qu'en matière d'offre d'emploi, durant la phase de construction plus de 1200

emplois seront créés au profit de la jeunesse. Concernant la celle de l'exportation 800 à 1000 emplois directs et indirects a-t-il assuré. Selon lui, les emplois indirects seront important puisque L'usine est pourvoyeur d'un certain

nombre de service : le transport, la maintenance, le laboratoire,... Pour lui, cette situation permettra de concrétiser un véritable envolé sur le plan économique dans la ville de Sya. Côté technologique, les journalistes ont cherché à savoir si CIMAF Burkina était venue avec des installations de haute qualité. Le DG de CIMAF a rassuré : «ça c'est une certitude ! La preuve l'usine que nous avons ici qui a pu être réalisée conformément aux meilleurs standard mondiaux. C'est grand groupe leader mondial dans le domaine polysius du groupe Thyssenkrupp qui a été retenu pour la réalisation de l'usine de Bobo ». Concernant le domaine environnementale Essam Daoud a d'abord invité les journalistes à la visite de l'usine de Ouagadougou. Pour lui, elle permettra de constater que CIMAF Burkina tient compte de l'environnement : pas d'émission de gaz à effet de serre. Dans le processus de la

La suite à la page 12



La suite de la page 11

construction le DG de l'entreprise a signifié que les membres de son entreprise ont été à cheval avec tout ce qui toucherait ce domaine. Il a ajouté qu'ils ont travaillé avec

les autorités notamment dans le but de pouvoir réaliser l'étude d'impact environnementale. Le site qui a été retenu pour la concrétisation du projet est un site

qui ne cause aucun problème. En outre, a-t-il indiqué la société civile n'a mentionné aucune objection.

**Dorothee Hien pour SC Info**

## Brèves

### **SYRIE- Les Etats-Unis bombardent une base aérienne syrienne**

Très tôt ce vendredi 7 avril, les USA ont frappé une base aérienne du régime de Bachar al-Assad. L'attaque dirigée contre la base aérienne de al-chaayrate dans la province centrale de Homs, a été menée par 59 missiles de type Tomahawk tirés par des navires américaines qui se trouvent à l'est de la méditerranée. Selon le Pentagone, cette frappe est en représailles contre cette base qui avait été à l'origine de départ des avions qui ont mené l'attaque chimique en début de semaine contre la ville rebelle de Khan Cheikhoun dans le nord-ouest de la Syrie tuant environ 86 personnes dont 27 enfants. L'administration Trump soutient que cette attaque n'a pas été dirigée contre des gens et qu'il s'agit d'une réponse proportionnée.

**SUEDE-** Un camion fonce dans la devanture d'un magasin faisant au moins deux morts. Un camion a roulé sur des passants ce vendredi 7 avril dans une rue piétonne du centre de Stockholm faisant au moins deux morts et plusieurs blessés. Selon les services de sécurité, il s'agirait d'un attentat.

### **GAMBIE- Le parti du président Barrow remporte les élections**

Le principal parti de la coalition de l'ex-opposition qui a soutenu la candidature du président Adama Barrow a remporté la majorité absolue aux élections législatives. Selon la commission électorale, le Parti Démocrate Unifié (UDP) occupe 31 sièges sur 53 à l'Assemblée. L'APR, le parti de Yahya Jammeh qui dominait l'ancienne assemblée s'en sort avec 5 députés tous issus du fief de l'ancien président.

Rédaction SCi



## ANNONCE

### SÉMINAIRE DE FORMATION INÉDITE

La DPNTIC (Direction de la Promotion des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication) de l'Université nationale Ouaga 1, Pr Joseph KY ZERBO, en collaboration avec une institution de la place, organise, du 24 au 28 avril 2017, un séminaire de formation inédite sur le thème :

« **GESTION DE PROJET : DE LA MÉTHODE DU CADRE LOGIQUE (MCL) A LA GESTION AXÉE SUR LES RÉSULTATS (GAR) - LE BUDGET-PROGRAMME** ».

#### OBJECTIFS DE LA FORMATION

Au cours des quatre dernières décennies, la gestion de projet a connu une évolution notable, allant de la méthode du cadre logique (MCL) à la gestion axée sur les résultats (GAR), fondement du budget-programme. Les partenaires techniques et financiers (PTF), qu'ils soient bilatéraux ou multilatéraux (organismes internationaux) exigent aujourd'hui que les projets qu'ils accompagnent soient gérés selon l'approche budget-programme. Le PNDES (Plan National de Développement Economique et Social), dans toute sa globalité, sera sans doute, ainsi géré.

Ce séminaire de formation vise pour les participants les objectifs ci-après :

- ▶ leur permettre de bien comprendre les deux (02) techniques de gestion de projets : la technique traditionnelle par la méthode du cadre logique (MCL) et la technique contemporaine, celle axée sur les résultats (GAR), fondement du budget-programme ;
- ▶ leur permettre dans leur démarche de faire une distinction claire les deux (02) techniques de gestion, qui quelques fois peuvent prêter à confusion ;
- ▶ leur permettre de maîtriser l'analyse et la gestion des risques projets, un aspect clé de la GAR ;
- ▶ leur permettre de pouvoir suivre et évaluer les projets dans une vision axée sur les résultats, afin de répondre aux exigences des PTF ;
- ▶ leur permettre enfin, de réussir efficacement la mission de Chef de projet, qui est d'atteindre l'objectif global du projet.

#### PUBLIC CIBLE

Ce séminaire de formation intéresse :

- ▶ les Chefs et les cadres dirigeants des entreprises privées et/ou publiques ;
- ▶ les cadres des départements ministériels et des institutions étatiques ;
- ▶ les cadres des projets et programmes ;
- ▶ les cadres en charge du suivi-évaluation des projets et programmes ;
- ▶ les cadres des institutions internationales ;
- ▶ les acteurs des collectivités locales ;
- ▶ les acteurs de la société civile ;
- ▶ les cadres des organisations régionales et sous régionales ;
- ▶ les cadres représentant les partenaires techniques et financiers ;
- ▶ toute personne intéressée par la gestion des projets et programmes.

#### FORMATEUR

Le séminaire sera animé par un consultant/formateur international, Expert en Analyse et Gestion de projets (18 ans d'expériences

ans le domaine), Expert en Econométrie, et Enseignant-Chercheur d'Universités

#### DATE - LIEU - HORAIRES

**Date** : du 24 au 28 avril 2017.

**Lieu** : Nouveau Centre de Ressources en Informatique (NCRI) de l'Université Ouaga I, Pr J. KY ZERBO.

**Horaires** : **Groupe 1** : du lundi 24 au vendredi 28, de 08h00 à 12h00. **Groupe 2** : du lundi 24 au vendredi 28, de 16h00 à 20h00.

#### FRAIS DE PARTICIPATION

Les frais de participation sont fixés à **200.000 F CFA**. Ce montant comprend les frais d'inscription, le coût du matériel pédagogique (document de formation, bloc-notes, stylo, attestation de formation, logiciel Ms Project 2010), le déjeuner ou le souper du dernier jour. Le paiement des frais de participation se fera **en espèces ou par orange money** jusqu'au **samedi 22 avril 2017 à 12h 00**. Un reçu de paiement vous sera donné et sera présenté le jour du début de la formation, **le lundi 24 avril 2017**, pour avoir accès à la salle de formation.

#### INFORMATIONS

**Samedi 29 avril 2017** : une formation **bonus** (sanctionnée aussi par une attestation) sur la **planification opérationnelle de projets avec le logiciel Ms Project 2010** sera donnée aux participants. Pour le groupe 1 de 08h à 12h00 et pour le groupe 2 de 16h à 20h00.

Les formations s'achèveront officiellement **le vendredi 28 avril 2017** par la remise des attestations, une pause déjeuner ou souper, des prises de photos et d'échange d'adresses.

#### POUR TOUTES FINIS UTILES, CONTACTEZ

- **La DPNTIC** au (00226) 73 76 76 22.
- **Dr Amédée Pascal DONDASSE** : Enseignant-Chercheur, Université Ouaga 2, UFR-SEG au (00226) 25 41 08 01 / 75 82 69 82.
- **Mr Alassane TOPAN** : Chef de Scolarité, Université Ouaga 2, UFR-SEG au (00226) 70 17 69 30 / 79 00 77 00 / 76 63 04 42.
- **Mme Amélie SANGUISSO/OUEDRAOGO** : Secrétaire, Département de Gestion, Université Ouaga 2, UFR-SEG au (00226) 78 88 32 90.





# Coopération Burkina-Tunisie : un forum pour booster l'économie des deux pays

Région du Centre



Accord de coopération, Renouvellement du protocole de collaboration et Accord de coopération pour l'exploitation de la plate-forme Tunisia-trading.

**Les Chefs de Gouvernement burkinabè et tunisien, Leurs Excellences Messieurs Paul Kaba THIEBA et Youssef CHAHED respectivement, ont présidé ce mercredi 05 avril 2017 à Ouagadougou, un forum économique entre les hommes d'affaires des deux pays afin de booster leur économie respective. La volonté commune d'accroître les échanges commerciaux a été matérialisée ce jour par la signature de trois (03) conventions entre l'Union tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, et la Chambre du Commerce et d'Industrie du Burkina Faso.**

Accord de coopération, Renouvellement du protocole de collaboration et Accord de coopération pour l'exploitation de la plate-forme Tunisia-trading. Telles sont les trois conventions qui ont été signées ce mercredi 05 avril 2017 à Ouagadougou par la Chambre du Commerce et d'Industrie du Burkina Faso, représentée par son Vice-président, Monsieur Mamadi SANOU, et l'Union tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, représentée par sa présidente, Madame Widad Bouchamaoui. C'était au cours du forum économique entre les hommes d'affaires burkinabè et tunisiens, tenu ce jour en présence

des Chefs de gouvernement des deux pays, Leurs Excellences Messieurs Paul Kaba THIEBA et Youssef CHAHED respectivement.

En effet, le Premier ministre tunisien séjourne depuis hier au pays des hommes intègres pour une visite d'amitié et de travail. Il est accompagné d'une forte délégation constituée de membres du gouvernement et d'hommes d'affaires. Pour Paul Kaba THIEBA, cette première visite officielle dans notre pays contribuera à donner une nouvelle impulsion aux relations d'amitié et de coopération entre les deux pays.

« Nous souhaitons inscrire votre

La suite à la page 15



## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 14

visite sous le signe de l'amitié traditionnelle entre nos deux peuples et dans le cadre du renforcement de nos relations auxquelles nous avons ensemble décidé d'accorder la plus haute priorité. Cette visite constitue assurément une étape décisive dans l'approfondissement de nos relations que nous voulons exemplaires et fraternelles. Cela témoigne de notre volonté commune de faire sous l'impulsion de Leurs Excellences Messieurs Béji Caïd ESSEBSI, Président de la République Tunisienne, et Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, de nos relations bilatérales, un modèle de coopération Sud-Sud » a-t-il renchéri.

Il faut rappeler que la coopération entre la Tunisie et le Burkina Faso remonte au début des indépendances africaines. « Les deux pays ont toujours entretenu d'excellentes relations de fraternité, de solidarité mais les échanges commerciaux restent en deçà des potentialités communes » a constaté S.E.M Youssef CHAHED. « Nous pouvons faire plus, nous pouvons faire mieux. J'espère que ce forum contribuera à l'atteinte des objectifs à la hauteur de nos excellentes relations politiques » a-t-il souhaité. Pour un accroissement substantiel des flux commerciaux, le Premier ministre burkinabè a exhorté les hommes d'affaires burkinabè et tunisiens à multiplier de telles rencontres.

Par ailleurs, Paul Kaba THIEBA estime qu'il appartient aux



Déjà des actes concrets témoignent de la volonté commune des deux Etats, de donner un nouvel élan aux relations bilatérales.

deux gouvernements d'explorer les pistes appropriées pour dynamiser et consolider cette coopération. « Le nouveau référentiel de développement à savoir le Plan national de développement économique et social (PNDES), offre l'opportunité de dynamiser ces relations. Il est la traduction du Programme économique et social du Président du Faso avec pour objectif de mettre fin à la pauvreté et booster le taux moyen de croissance à 8% à la fin du quinquennat » a-t-il soutenu.

Déjà des actes concrets témoignent de la volonté commune des deux Etats, de donner un nouvel élan aux relations bilatérales. En témoigne l'ouverture à Tunis de l'Ambassade du Burkina Faso et l'ouverture de l'Ambassade Résidente de la République Tunisienne à Ouagadougou. A

cela s'ajoutent la suppression de visa d'entrée entre les deux pays et la liaison aérienne Ouagadougou-Tunis assurée par Tunis Air.

S.E.M Youssef CHAHED a remercié le Gouvernement et le peuple burkinabè pour l'accueil et l'hospitalité à eux réservés. Il a marqué la disponibilité de son pays à travailler avec le Burkina Faso dans tous les domaines de partenariats possibles. « Nous allons continuer notre coopération bilatérale pour stimuler les échanges économiques à travers le renforcement du cadre juridique existant » a-t-il assuré.

**DCIPM**



## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

# Journée Scientifique de la mission médicale cubaine au Burkina Faso: Des professionnels de santé échangent autour des résultats de travaux de recherche de la mission d'assistance technique

Région du Centre



Le ministère de la santé a organisé ce vendredi 31 mars 2017 en collaboration avec la mission médicale cubaine, une journée Scientifique sur les résultats de travaux de recherche de la mission d'assistance technique.

**L**e ministère de la santé a organisé ce vendredi 31 mars 2017 en collaboration avec la mission médicale cubaine, une journée Scientifique sur les résultats de travaux de recherche de la mission d'assistance technique. C'est la salle de réunion de la direction générale des études et des statistiques

sectorielles à Ouagadougou qui a abrité la journée. La cérémonie d'ouverture a été présidée par l'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Cuba Mme Ana Maria Chongo.

Dans le cadre de la coopération bilatérale entre le Burkina Faso et

la République de Cuba, le ministère de la santé bénéficie d'une assistance technique par l'envoi de coopérants cubains à travers la mission médicale cubaine. Pour capitaliser les expériences acquises par les coopérants mise à la disposition des structures d'accueil, le ministère de la santé a organisé en collaboration avec la mission médicale cubaine une

La suite à la page 17





## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 16



Pour capitaliser les expériences acquises par les coopérants mise à la disposition des structures d'accueil, le ministère de la santé a organisé en collaboration avec la mission médicale cubaine une journée scientifique.



Selon la Directrice de la Coordination des projets programmes, Dr Dembélé/Dabiré Estelle, la journée Scientifique vise à partager les expériences acquises par la brigade médicale cubaine au Burkina Faso dans les structures d'accueil.

journée scientifique dénommée « journée Scientifique de la mission médicale cubaine ». Selon la Directrice de la Coordination des projets programmes, Dr Dembélé/Dabiré Estelle, la journée Scientifique vise à partager les expériences acquises par la brigade médicale cubaine au Burkina Faso dans les structures d'accueil. Il s'agira entre autres au cours de la journée de capitaliser les résultats acquis par la mission d'assistance technique dont bénéficie le ministère de la santé et de faire des recommandations sur les différentes thématiques abordées. Dr Dembélé/Dabiré Estelle a souhaité qu'à la sortie des travaux les échanges entre les praticiens dans les structures d'accueil des médecins cubains soient renforcés.



# Validation des projets de textes portant modalités et sécurisation des titres de transports

Région du Centre



Selon la Directrice de la Coordination des projets programmes, Dr Dembélé/Dabiré Estelle, la journée Scientifique vise à partager les expériences acquises par la brigade médicale cubaine au Burkina Faso dans les structures d'accueil.

**L**a Direction Générale des Transports Terrestres et Maritime et ses partenaires techniques et financiers ont examiné les 4 et 5 avril 2017, à Ouagadougou, les projets d'arrêtés d'application du nouveau décret fixant les modalités d'immatriculation des véhicules automobiles au Burkina Faso. Les deux journées de travaux ont permis aux différents participants d'identifier et de corriger les anomalies et imperfections liées au contenu des quatre projets d'arrêtés du décret d'application portant fixation des modalités d'immatriculation



La deuxième journée de réflexion s'est appesantie essentiellement sur les textes régissant la nomenclature des genres, les carrosseries et les sources d'énergies des véhicules automobiles, des remorques et semi-remorques et des vélomoteurs, des motocyclettes, tricycles et quadricycles au Burkina Faso.

La suite à la page 19



## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 18

### **des véhicules automobiles, en vue de leur adoption.**

Au cours de la première journée de travail, les participants à cet atelier de validation ont analysé le contenu de l'arrêté conjoint portant cahier des charges des concessionnaires des plaques d'immatriculation. Un travail minutieux qui a consisté à revisiter l'ensemble des dispositions générales et des articles devant régir le nouveau système d'immatriculation des véhicules automobiles, des remorques et semi-remorques et des cycles à moteur dont la cylindrée est supérieure ou égale à cinquante centimètres cubes (50 cm<sup>3</sup>) au Burkina Faso. A chaque étape, les participants ont faits des ajouts ou des omissions de passages pour mieux assainir le contenu des textes. La deuxième journée de réflexion s'est appesantie essentiellement sur les textes régissant la nomenclature des genres, les carrosseries et les sources d'énergies des véhicules automobiles, des remorques et semi-remorques et des vélomoteurs, des motocyclettes, tricycles et quadricycles au Burkina Faso. Toutes les dispositions générales, les formes et spécifications des matériaux des nouvelles plaques d'immatriculation ont été amendés dans le sens de permettre une application fluide. La dimension et les symboles



Toutes les dispositions générales, les formes et spécifications des matériaux des nouvelles plaques d'immatriculation ont été amendés dans le sens de permettre une application fluide.

des plaques d'immatriculation ainsi que les numéros de séries, l'échelle, le code bar, l'identité, l'adresse des propriétaires de véhicules n'ont pas été en reste. Les participants ont balisé des textes qui puissent permettre l'identification de tout propriétaire de véhicule tout en tenant compte de la sécurité économique (régime douanier, droits et taxes de douanes et autres droits. Ils se sont assurés de la conformité et de la normalité des nouveaux textes avec les réalités actuelles du parc de véhicules automobile.

Une réflexion qui a pris en compte la sécurité publique, les questions de répression des délits et les éventuelles contraventions. En somme, ils ont apporté des amendements significatifs à même de poser les véritables bases devant conduire à la mise en œuvre de la nouvelle opération de ré-immatriculation.



# Compte rendu du Conseil des ministres du 6 avril 2017

Région du Centre



**L**e Conseil des ministres s'est tenu à Ouagadougou, le jeudi 06 avril 2017, en séance ordinaire, de 09 H 00 mn à 12 H 30 mn, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, Président du Conseil des ministres.

Il a délibéré sur les dossiers inscrits à son ordre du jour, entendu une communication orale, procédé à des nominations, et autorisé des missions à l'étranger.

## I. DELIBERATIONS

### **I.1. AU TITRE DU MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS HUMAINS ET DE LA PROMOTION CIVIQUE**

Le Conseil a examiné

deux (02) projets de loi.

**Le premier** porte organisation, fonctionnement et procédure applicable devant la Chambre criminelle.

Ce projet de loi vise à améliorer le fonctionnement de la Chambre criminelle afin de la rendre plus efficace et plus efficiente ; aussi il permettra de réduire le nombre élevé de dossiers criminels en attente de jugement tout en préservant les droits et libertés individuelles.

Le Conseil a marqué son accord pour la transmission du projet de loi à l'Assemblée nationale.

**Le second projet de loi** porte modification de l'Ordonnance 68-7 du 21 février 1968 portant institution d'un code de procédure pénale.

Ce projet de loi permet d'introduire de nouvelles techniques d'enquêtes, un réaménagement des régimes de la garde à vue et des perquisitions pour une plus grande efficacité dans la conduite de la lutte contre les crimes économiques et financiers, le terrorisme, la criminalité organisée et le grand banditisme.

Le Conseil a marqué son accord

pour la transmission du projet de loi à l'Assemblée nationale.

### **I.2. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT**

Le Conseil a adopté quatre (04) rapports.

**Le premier** est relatif à la situation d'exécution des travaux de construction de la trésorerie régionale du Centre (TRC) sise à la Zone d'activités diverses (ZAD).

Au cours de l'exécution du chantier, des modifications sur le projet ont entraîné des engagements complémentaires pour son achèvement. Ces modifications entraînent un besoin de financement d'un montant de **deux milliards cinquante-cinq millions six cent quarante-trois (2 055 693 043) FCFA.**

Le Conseil a instruit les ministres en charge du dossier de diligenter un audit pour situer les responsabilités en rapport avec les dysfonctionnements constatés dans l'exécution des travaux.

Il a en outre marqué son accord pour l'achèvement des travaux dans le but d'offrir de meilleures conditions de travail aux agents.

La suite à la page 21



## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 20

**Le deuxième** est relatif au choix de l'instrument en vue du renouvellement du Programme de coopération avec le Fonds monétaire international (FMI).

Le programme triennal conclu par le Burkina Faso avec le FMI à travers la « facilité élargie de crédit » (FEC) arrive à terme en septembre 2017.

Le Conseil a marqué son accord pour le choix de la FEC comme instrument dans la poursuite du programme pour les trois prochaines années.

**Le troisième rapport** est relatif à la situation d'exécution des travaux du siège de la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP) à Ouaga 2000.

A ce jour le taux global d'exécution est estimé à 98%. Cependant, l'exécution des travaux a connu des difficultés notamment l'absence de contrat ayant entraîné le non paiement de certains prestataires.

Le Conseil a instruit les ministres en charge du dossier de diligenter un audit pour situer les responsabilités en rapport avec les dysfonctionnements constatés dans l'exécution des travaux.

Il a en outre instruit les ministres en charge du dossier de prendre les mesures nécessaires pour l'apurement de la dette et l'achèvement du siège de la Direction générale du trésor

et de la comptabilité publique.

**Le quatrième rapport** est relatif à la location d'un immeuble de type R+6 à Ouagadougou.

Le Conseil a marqué son accord pour la location dudit immeuble au profit de la Direction générale des impôts (DGI) pour une période de deux (02) ans.

### **I.3. AU TITRE DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DES AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES**

Le Conseil a adopté un rapport relatif à la tenue de la 20<sup>ème</sup> édition de la Journée nationale du paysan (JNP).

Cette 20<sup>ème</sup> édition de la JNP se tiendra les 11, 12 et 13 mai 2017 à Kaya, chef-lieu de la région du Centre-Nord, sous le thème : « **La Journée nationale du paysan, 20 ans d'existence : bilan et perspectives** ».

Le Conseil a instruit les ministres concernés de prendre les dispositions idoines pour la bonne tenue de la 20<sup>ème</sup> édition de la JNP.

### **I.4. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENERGIE**

Le Conseil a adopté un décret portant organisation du ministère de l'énergie.

L'adoption de ce décret permet de doter le ministère de l'énergie d'un nouvel organigramme lui permettant d'accomplir efficacement ses missions.

### **I.5. AU TITRE DU MINISTERE DES TRANSPORTS, DE LA MOBILITE URBAINE ET DE LA SECURITE ROUTIERE.**

Le Conseil a adopté un décret définissant les taux maxima d'alcoolémie autorisés en conduite automobile au Burkina Faso et rendant obligatoire l'installation d'éthylotests dans les gares routières de voyageurs.

L'adoption de ce décret vise à réduire les accidents de la route par le renforcement du cadre réglementaire sur l'alcool au volant.

Le Conseil a instruit les ministres en charge des questions de la sécurité routière de prendre les dispositions idoines pour une vulgarisation et l'application des textes déjà adoptés afin de réduire de façon significative les pertes en vies humaines liées aux accidents de la circulation routière.

### **I.6. AU TITRE DU MINISTERE DU DEVELOPPEMENT, DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DES POSTES**

Le Conseil a adopté un décret portant définition des spécifications techniques minimales des récepteurs destinés à être utilisés pour la Télévision numérique de terre (TNT).

L'adoption de ce décret permet d'harmoniser les spécifications techniques aux spécifications minimales arrêtées par la CEDEAO

La suite à la page 21



## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 21

et de mettre à la disposition des téléspectateurs des récepteurs à un coût accessible et qui garantissent une réception adéquate des signaux de la télévision numérique.

### II. COMMUNICATION ORALE

Le ministre de l'Education nationale et de l'alphabétisation a fait au Conseil une communication relative aux rencontres entre la mission gouvernementale et les acteurs de l'éducation de la province du Soum, les 3 et 4 avril 2017.

Au cours de ces rencontres, la mission gouvernementale a rassuré les populations et les acteurs du monde éducatif sur l'effectivité des mesures prises en vue de garantir la poursuite des activités socio-économiques et éducatives dans la région du Sahel.

Le Gouvernement félicite et encourage la population, les forces de défense et de sécurité et les enseignants pour la reprise déjà constatée des activités pédagogiques.

### III. NOMINATIONS

#### III.1. NOMINATIONS DANS LES FONCTIONS INDIVIDUELLES

##### A. AU TITRE DU PREMIER MINISTRE

- Monsieur Tambi Samuel **KABORE**,

**Mle 46 903 T**, Maître-assistant en sciences économiques, est nommé Coordonnateur national de l'Unité de coordination et de formulation du Second compact du Millénium challenge corporation (MCC) Burkina Faso ;

- Monsieur Adama **ZERBO**, Economiste, est nommé Economiste principal de l'Unité de coordination de la formulation du Second compact du MCC-Burkina Faso ;

- Monsieur Jean Philippe **DAKOURE, Mle 104 267 W**, Administrateur des services financiers, 1<sup>ère</sup> classe, 5<sup>ème</sup> échelon, est nommé Conseiller technique principal du Secrétariat permanent du Plan national de développement économique et social (SP/PNDES) ;

- Monsieur Daouda **SINWINDE, Mle 212 316 K**, Conseiller des affaires économiques, 1<sup>ère</sup> classe, 4<sup>ème</sup> échelon, est nommé Chef du département Etudes et suivi évaluation du SP/PNDES ;

- Madame Fatoumata **BAKO/TRAORE, Mle 91 233 W**, Administrateur des services financiers, 1<sup>ère</sup> classe, 6<sup>ème</sup> échelon, est nommée Chef du département Réforme des Institutions et modernisation de l'Administration publique du SP/PNDES ;

- Monsieur Sontigmeda Lambert **ZONGO, Mle 208 087 N**, Administrateur des services financiers, 1<sup>ère</sup> classe,

4<sup>ème</sup> échelon, est nommé Chef du département Transformation de l'économie du SP/PNDES ;

##### B. AU TITRE DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION ET DES BURKINABE DE L'EXTERIEUR

- Madame Adiarra **KOUSSOUBE/SAYAOGO, Mle 46 651 G**, Conseiller des affaires étrangères, 1<sup>ère</sup> classe, 6<sup>ème</sup> échelon, est nommée Consul général à Paris.

##### C. AU TITRE DU MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

- Madame Tomekün Raïssa Aimée **BILA/SOMDA, Mle 212 284 H**, Conseiller en aménagement du territoire et développement local, 1<sup>ère</sup> classe, 4<sup>ème</sup> échelon, est nommée Chargée d'études ;

- Monsieur Aboubacar **SAWADOGO, Mle 119 330 X**, Administrateur des services financiers, 1<sup>ère</sup> classe, 4<sup>ème</sup> échelon, est nommé Chargé d'études.

##### D. AU TITRE DU MINISTRE DE LA SANTE

- Monsieur Wourozou Olivier Constantin **SANON, Mle 95 464 G**, Chirurgien-dentiste, 1<sup>ère</sup> classe, 7<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur général du Centre hospitalier régional de Koudougou ;

- Monsieur Ousmane **NERE, Mle 49 447 B**, Administrateur des hôpitaux et services de santé,

La suite à la page 23



## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 22

1<sup>ère</sup> classe, 7<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur général du Centre hospitalier régional de Tenkodogo ;

- Monsieur Yves Nawin **SOME, Mle 210 834 H**, Administrateur des services financiers, 1<sup>ère</sup> classe, 2<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur des marchés publics.

### E. AU TITRE DU MINISTÈRE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

- Monsieur Yamba **KABORE, Mle 26 914 V**, Ingénieur d'élevage, 1<sup>ère</sup> classe, 16<sup>ème</sup> échelon, est nommé Conseiller technique ;

- Monsieur Drissa **BATIENE, Mle 247 497 R**, Conservateur d'archives, 1<sup>ère</sup> classe, 2<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur des archives et de la documentation ;

- Monsieur Célestin **BAMOGO, Mle 206 999 V**, Analyste programmeur, 1<sup>ère</sup> classe, 4<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur des services informatiques ;

- Monsieur Idrissa **OUEMA, Mle 216 175 H**, Inspecteur du trésor, 1<sup>ère</sup> classe, 3<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur financier et comptable du Fonds de développement de l'élevage (FODEL) ;

- Monsieur Yacouba **OUATTARA, Mle 97 537 X**, Conseiller d'élevage, 1<sup>ère</sup> classe, 4<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial des ressources animales et halieutiques de la Bougouriba ;

- Monsieur Adam **OUEDRAOGO,**

**Mle 88 812 S**, Technicien supérieur d'élevage, est nommé Directeur provincial des ressources animales et halieutiques de la Kompienga ;

- Monsieur Drissa **DAGANO, Mle 223 072 K**, Docteur vétérinaire, Catégorie P, Classe C, 3<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur provincial des ressources animales et halieutiques du Nounbiel ;

- Monsieur Bakari **SAVADOGO, Mle 87 319 J**, Conseiller d'élevage, est nommé Directeur provincial des ressources animales et halieutiques du Sourou.

### F. AU TITRE DU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ECONOMIE VERTE ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

- Monsieur Lambert Georges **OUEDRAOGO, Mle 26 615 C**, Inspecteur des Eaux et Forêts, 3<sup>ème</sup> classe, 5<sup>ème</sup> échelon, est nommé Chargé de missions ;

- Monsieur Mathias **OUEDRAOGO, Mle 46 060 H**, Inspecteur des Eaux et Forêts, 1<sup>ère</sup> classe, 4<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur Général Adjoint des Eaux et Forêts ;

- Monsieur Ouanimité Romain **GNOUMOU, Mle 104 263 P**, Administrateur des services Financiers, 1<sup>ère</sup> classe, 5<sup>ème</sup> échelon est nommé Directeur de l'administration et des finances du Centre National des Semences Forestières (CNSF) ;

- Monsieur Boudnoma

Julien **SAWADOGO, Mle 109 235 Z**, Inspecteur des Eaux et Forêts, 1<sup>ère</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, est nommé Directeur Provincial de l'Environnement du Mouhoun ;

- Monsieur Vinkpê Romaric **DABIRE, Mle 42 897 Y**, Contrôleur des Eaux et Forêts, 1<sup>ère</sup> classe, 6<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur Provincial de l'Environnement du Namentenga ;

- Monsieur Mahamadi **YABAO, Mle 46 064 Z**, Inspecteur des Eaux et Forêts, 1<sup>ère</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, est nommé Directeur Provincial de l'Environnement du Ziro.

### G. AU TITRE DU MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES ARTS ET DU TOURISME

- Madame Adama **SEGDA, 1<sup>ère</sup> jumelle, Mle 45 501 V**, Conseiller des affaires culturelles, 1<sup>ère</sup> classe, 5<sup>ème</sup> échelon, est nommée Conseiller technique ;

- Madame Alimata **SAWADOGO/TANLY, Mle 41 567 R**, Professeur de musique, 1<sup>ère</sup> classe, 13<sup>ème</sup> échelon, est nommée Directrice générale des arts (DGA) ;

- Monsieur Valentin Hervé Sanyan **KAMBIRE, Mle 35 146 T**, Professeur certifié, 1<sup>ère</sup> classe, 14<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur du livre et du développement éditorial (DLDE) ;

- Monsieur Adama **SAWADOGO, Mle 58 775 S**, Inspecteur du trésor,



## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 23

1<sup>ère</sup> classe, 3<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur de l'administration des finances de l'Office national du tourisme burkinabè (ONTB);

- Monsieur Mathias **ZANTEA, Mle 48 101 G**, Conseiller des affaires culturelles, est nommé Directeur du Centre national d'artisanat d'art ;

- Monsieur Kouagdoubwaogo Christian **KINTGA, Mle 216 764 A**, Conseiller des affaires culturelles, 1<sup>ère</sup> classe, 3<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur du Centre national de lecture et d'animation culturelle (CENALAC) ;

- Monsieur Seydou **NABI, Mle 279 457 M**, Conservateur d'archives, 1<sup>ère</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, est nommé Directeur de la Bibliothèque nationale du Burkina (BNB) ;

- Madame Aguerra **COMPAORE, Mle 226 300 Y**, Conseiller des affaires culturelles, 1<sup>ère</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, est nommée Directrice des arts du spectacle ;

- Monsieur Issoufou **TAPSOBA, Mle 31 828 Y**, Réalisateur, 1<sup>ère</sup> classe, 14<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur du développement et du contrôle de la production et de la diffusion ;

- Monsieur Evariste **POODA, Mle 43 321 B**, Professeur certifié des lycées et collèges,

1<sup>ère</sup> classe, 9<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur de la promotion et de la coopération ;

- Monsieur Kadré **SAWADOGO, Mle 200 487 F**, Administrateur des services touristiques, 1<sup>ère</sup> classe, 3<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur régional de la Culture, des arts et du tourisme du Centre-Ouest ;

- Monsieur Idrissa **OUEDRAOGO, Mle 246 734 K**, Administrateur des services touristiques, 1<sup>ère</sup> classe, 2<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur régional de la Culture, des arts et du tourisme du Sud-Ouest.

### H. AU TITRE DU MINISTERE DES SPORTS ET DES LOISIRS

- Monsieur Vouhoun **TAMINI, Mle 204 604 P**, Professeur d'éducation physique et sportive, 1<sup>ère</sup> classe, 4<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur général des loisirs ;

- Monsieur Victor **KOURAOGO, Mle 208 056 U**, Administrateur des services financiers, 1<sup>ère</sup> classe, 4<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur de l'administration des finances ;

- Monsieur Ledia Géoffroy **OUEDRAOGO, Mle 208 173 D**, Professeur d'éducation physique et sportive, 1<sup>ère</sup> classe, 4<sup>ème</sup> échelon, est nommé Directeur régional des sports et des loisirs du Centre.

### III.2. NOMINATION DANS LES CONSEILS D'ADMINISTRATION

### MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DEL'ARTISANAT

Le Conseil a adopté deux (02) décrets.

Le **premier** porte nomination de Monsieur Mohamadi **BILA, Mle 85 065 R**, Economiste planificateur, Administrateur représentant l'Etat au titre du ministère en charge de l'Energie au Conseil d'administration de la Société nationale burkinabè d'hydrocarbures (SONABHY) pour un premier mandat de trois (03) ans.

Le **second décret** porte nomination de Monsieur Marcel **KOURAOGO, Mle 256 284 K**, Attaché en études et analyses, Administrateur représentant la Ligue des consommateurs du Burkina (LCB) au Conseil d'administration de l'Agence burkinabè de normalisation, de la métrologie et de la qualité (ABNORM) pour un premier mandat de trois (03) ans.

Le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement,

Porte-parole du gouvernement,

**Rémis Fulgance DANDJINOU**

Officier de l'ordre national





## ANNONCE

# L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES

## OBTENIR SON MASTER à ISC BOBO

Institut Sciences-Campus BOBO



*Facile - Rapide - Moins cher*

Les inscriptions sont ouvertes pour la Licence 3<sup>ème</sup> année, le Master 1 et le Master 2 dans les filières suivantes:

- ★ Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie option : Hydraulique, Eau et Assainissement, Génie Civil, Génie Energétique et Electrique
- ★ Réseaux Informatique et Télécommunication, Génie Informatique
- ★ Gestion des ONG et des Associations, Gestion et Organisation des Entreprise, Management des Projets et Programmes
- ★ Banque, Microfinance, Marketing, GRH, FC, Transport-Logistique
- ★ Suivi-Evaluation des Projets et Projets et Programmes
- ★ Gestion Administrative Comptable et Financière

### Inscription :

A Bobo Dioulasso, à l'Immeuble Sanga Mady sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo,

A Ouagadougou, rendez-vous au Centre d'Examen Européen à Ouaga 2000 ou en ligne sur le site web

[www.sciences-campus.org](http://www.sciences-campus.org)

Téléphone : +22664200026 / +22672080303 / +22661080303 / +22672070909

E mail : [isc@iscmail.org](mailto:isc@iscmail.org)

**NB : Cours du jour et cours à distance,  
Début des cours le 15 Février 2017**

*ISC Bobo, une école supérieure  
de pointe, entièrement à votre portée!!*



## JOBS CAMPUS



### Avis de recrutement

**Poste: H/F Responsable des Opérations et Délégué Pays – Territoires Palestiniens**

#### Description

h/f Responsable des opérations et Délégué(e) pays Territoires Palestiniens Jérusalem-Est – Territoires Palestiniens

entreprises et le programme Graines d'Espérance.

Afin de coordonner l'ensemble des projets, l'IECD recherche un/e Responsable des opérations pour le pays, qui en sera également le délégué (représentant institutionnel).

partenaires, des entreprises...

Renforcer l'autonomie des partenaires existants, sur les plans humain et financier, et leur pérennité

Identifier de nouveaux partenaires opérationnels, promouvoir les opportunités de développement des projets et conclure des accords

#### C O N T E X T E

L'IECD est un organisme de solidarité internationale créé en 1988 qui met en œuvre des projets de développement socioéconomique en partenariat avec des institutions locales. L'IECD intervient en particulier dans les domaines de la formation et de l'insertion professionnelle, de l'appui aux très petites entreprises et de l'accès à l'éducation et à la santé pour les personnes les plus vulnérables.

L'IECD intervient dans les Territoires Palestiniens depuis 2007. Dans un contexte économique et social déprimé, sans perspectives d'amélioration, l'IECD a choisi de concentrer son action sur la région de Jérusalem-Est. En réponse aux priorités de la population et des familles, trois projets y sont mis en œuvre à partir de Béthanie : le centre éducatif Al Hamawi de Béthanie, le programme d'appui aux petites

#### M I S S I O N

Le/la Responsable des opérations et Délégué(e) IECD aura en charge les missions suivantes :

1/ Définition et mise en œuvre de la stratégie

Elaborer puis mettre en œuvre, après validation, une vision à long terme et un positionnement de l'IECD dans les Territoires Palestiniens

Identifier les projets concrets qui y correspondent, et fixer leurs objectifs

Rechercher les financements nécessaires

Veiller au respect des obligations réglementaires et juridiques de l'IECD en Israël et dans les territoires palestiniens

2/ Développement de partenariats

Représenter localement l'IECD auprès des institutions publiques, des associations

3/ Pilotage opérationnel des chefs de projet

Superviser la bonne exécution des projets, en veillant à leur qualité et leur impact ; suivre les indicateurs quantitatifs et qualitatifs et veiller au reporting interne (IECD) et externe (partenaires financiers)

Développer les synergies avec les autres délégations IECD de la région et avec le siège ; veiller à la capitalisation entre les différents projets de l'IECD

Rendre compte des avancées, difficultés et zones de risques des activités

Identifier les problèmes et les risques opérationnels, financiers, humains, institutionnels et partenariaux et mettre en place les solutions adaptées

Définir et mettre en œuvre une stratégie de communication des projets, en lien avec le siège

4/ Pilotage financier de la délégation

La suite à la page 27



## JOBS CAMPUS

La suite de la page 26

Superviser les flux financiers des projets (dépenses, ressources) et le respect des engagements envers les partenaires financiers

Veiller, avec le responsable administratif et financier, à la bonne application des procédures internes et externes et à la préparation des audits

5/ Encadrement et accompagnement d'équipe

Définir et faire évoluer l'organisation en fonction des besoins opérationnels et de la stratégie

Superviser les chefs de projet et le Responsable Administratif et Financier, les accompagner dans leur montée en compétences : recrutement, évaluation, formation, motivation, sécurité, santé...

Recruter les nouveaux collaborateurs

Animer l'équipe : réunions d'information, formations, séminaires nationaux ou régionaux...

Définir et appliquer le règlement intérieur relatif aux congés, déplacements, etc.

6/ Démarrage du projet « Graine d'espérance »

Mettre en œuvre le projet de formations en électricité dans le lycée technique des Salésiens, y compris le suivi budgétaire et le reporting dû au partenaire financier

Préparer le lancement du programme « Graines d'espérance » dans trois lycées techniques

Si les financements sont obtenus, recruter un chef de projet et lui transférer le projet

7/ Pilotage du développement de la coopérative « Collines de Jérusalem »

Assurer un suivi fin, opérationnel et financier

Veiller au respect des obligations envers les bailleurs

Accompagner la coopérative dans son développement et la montée en compétence de ses équipes

### P R O F I L

Formation : Enseignement généraliste de type gestion, commerce, ingénieur

Expérience :

Expérience professionnelle requise (10 ans minimum) en conduite de projet, avec un niveau de responsabilité confirmé

Expérience dans le secteur privé ou dans le secteur associatif

Expérience / connaissance du Proche Orient est un atout

Compétences techniques :

Gestion d'un centre de profit ou gestion opérationnelle de multiprojets

Développement de nouvelles activités

Capacités à mobiliser et fédérer un réseau de personnes et de partenaires

Bonnes connaissances en suivi budgétaire et contrôle financier

Maîtrise d'excellence

Maîtrise du français et de l'anglais (écrit et oral) indispensable – l'arabe serait un plus

Compétences personnelles :

Forte autonomie, fiabilité et rigueur

Organisation, capacité animer un travail d'équipe

Leadership, goût du challenge et des résultats

Capacités d'adaptation, d'acculturation et de diplomatie

Vision stratégique et analytique

Bonnes capacités de travail : ce poste à responsabilités nécessite un engagement fort

Intérêt pour le domaine de solidarité internationale et des activités de développement et de coopération

Adhésion aux valeurs de l'IECD (un regard sur la personne, l'esprit de service, un engagement professionnel)

### CONDITIONS DU POSTE

Statut : Contrat de droit français (accord de Volontariat)

La suite à la page 28



## JOBS CAMPUS

La suite de la page 27

de Solidarité Internationale)

Formation préalable au départ d'une à deux semaines à Paris

**Dates du poste : mai 2017, pour 2 ans minimum**

**Localisation : Jérusalem-est – Territoires Palestiniens, déplacements à prévoir dans la région de Jérusalem et à Bethlehem**

Sous la responsabilité : du Directeur de la région Proche Orient et Afrique du Nord, basé à Beyrouth

Collaboration étroite avec le siège : direction administrative et financière, responsables de pôle, ressources humaines

Package global pour un contrat VSI :

Rémunération selon profil

Participation au logement

1 billet France – Palestine – France par année de mission

Pack médical et social complet (maladie, rapatriement, mutuelle complémentaire)

### C O N T A C T

**Envoyez votre dossier de candidature (CV et lettre de motivation) – Réf. « TPO – Resp opérations »**

**au service recrutement, [recrutement@iecd.org](mailto:recrutement@iecd.org)**



## Avis de recrutement

**Poste: H/F Chargé(e) de Projet – Appui producteurs et action sociales – APONH – Cameroun**

### Description

**H/F Chargé(e) de projet – Appui producteurs et actions sociales**

**Programme d'appui aux filières végétales et d'agro-transformation (APONH)**

**C a m e r o u n**

### C O N T E X T E

L'Institut Européen de Coopération et Développement (IECD), organisme français

d'aide au développement, œuvre depuis près de 30 ans au service au développement social et économique dans quinze pays en développement et émergents. L'IECD a progressivement développé un vrai savoir-faire dans la formation technique et professionnelle et dans l'appui à la petite entreprise adapté aux contextes des pays du sud.

En partenariat avec le groupe Bonduelle, l'IECD a lancé au Cameroun, en 2014 un projet innovant nommé APONH, dont l'objectif est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des producteurs agricoles de la région de l'Ouest Camerounais. Pour

cela, le projet développe une approche innovante s'appuyant simultanément sur des activités d'ordre commerciales (social business), techniques (formation/accompagnement des différents acteurs des filières : producteurs, transporteurs, vanniers, transformateurs...) et sociales (soutien à une école primaire locale). En 2016, deux groupements (30 agriculteurs) ont été accompagnés par le projet, avec une croissance des ventes de légumes simultanée au sein du social business : aujourd'hui, les agriculteurs bénéficient tous d'un revenu mensuel leur ayant permis d'améliorer significativement leur niveau de vie.

La suite à la page 29



## JOBS CAMPUS

La suite de la page 28

Dans le cadre d'un remplacement, l'IECD souhaite recruter un(e) responsable pour le volet « amont » de la filière, en charge de l'appui aux producteurs et de la mise en œuvre des actions sociale du projet.

### M I S S I O N

1/ Développer, organiser et mettre en œuvre l'appui aux producteurs et la structuration d'un bassin de production paysan maraîcher

En s'appuyant sur les agents relation culture et en parfaite collaboration avec le responsable du volet commercialisation / débouchés, basée à Douala :

Identifier, sélectionner et mobiliser les producteurs bénéficiaires du projet

Encadrer l'équipe terrain (2 agents relation culture + 1 chauffeur / logisticien + préparateurs de commandes)

Organiser la logistique de la récolte à l'Ouest jusqu'à l'expédition vers Douala (notamment en veillant au bon fonctionnement de la base logistique à Dschang)

Veiller à la bonne organisation de la collecte / tri / expédition et le respect des cahiers des charges établis

Préparer et animer les réunions mensuelles avec les producteurs

Animer la structuration progressive et le bon fonctionnement de la coopérative des producteurs

Coordonner et mettre en œuvre les actions de suivi et d'appui individuel et collectif aux producteurs :

Réaliser la planification des semis à partir des besoins identifiés auprès de la clientèle, et en collaboration étroite avec la responsable en charge du volet commercialisation.

Etablir les itinéraires techniques de culture en fonction des coûts de revient, des bonnes pratiques agricoles et des produits phytosanitaires homologués, en collaboration étroite avec l'agent relation culture et les producteurs.

Organiser des séances de formations modulaires de groupe sur des thèmes techniques ou de gestion d'exploitation

Veiller au bon suivi des différents semis réalisés et du comportement aux champs des différentes variétés.

Assurer l'approvisionnement en intrants agricoles (semences, phytos, engrais) et en petit matériel (ex. irrigation)

En s'appuyant sur les conseils des services agronomiques de Bonduelle, proposer de nouvelles pratiques agricoles innovantes, et

de nouvelles variétés : suivi de la parcelle d'essai

Développer le bassin paysan en augmentant le nombre de groupement et d'agriculteurs accompagnés

Prospecter les zones rurales alentours à Dschang : identifier des groupements potentiellement partenaire du projet, créer des relations de confiance avec leurs membres

Intégrer progressivement de nouveaux agriculteurs dans le dispositif

Organiser le suivi et l'agrèage au sein de ces nouveaux groupements

2/ Développer et mettre en œuvre des actions sociales en faveurs des populations les plus vulnérables de la zone d'intervention

Suivre la bonne réalisation de l'activité de distribution de bouillie aux Moineaux menée actuellement : suivi de la présence des élèves aux distributions, organisation de la logistique d'approvisionnement...

Proposer et mettre en œuvre de nouvelles actions sociales, au sein d'une école privée locale et plus largement dans la zone de Bafou, en collaboration étroite avec l'équipe APONH, l'équipe éducative de l'école, les groupements de

La suite à la page 30



## JOBS CAMPUS

La suite de la page 29

producteurs, ainsi que les autorités locales compétentes.

3/ Communiquer au comité de suivi du projet les données & informations nécessaires ; participer, en fonction des besoins, à des réunions à distance. Approvisionner l'équipe « communication » du projet en photographies et informations qualifiées sur les activités du projet. En interne, échanger avec les équipes locale et internationale de l'IECD, en fonction des besoins de suivi du projet.

4/ Participer à l'organisation des missions de suivi de projet et de bénévolat de compétence des partenaires du projet

### P R O F I L

Formation : Ingénieur agronome, en agriculture

Expérience : expérience dans les pays tropicaux et dans la production agricole appréciée

Une expérience en Afrique est un plus

Compétences recherchées :

Sensibilité entrepreneuriale indispensable

Bonne capacité de gestion opérationnelle (y compris sur le volet budgétaire)

Force de proposition pour l'amélioration de la mise en œuvre du projet

Capacités managériales : appuyer, encourager les talents locaux, transmettre pour faire monter en compétences

Bonne capacité de travail : ce poste à responsabilité nécessite un engagement fort

Qualités attendues :

Autonomie, réactivité, organisation

Diplomatie, capacités de négociation et de représentation

Forte sensibilité au développement : bonne capacité d'écoute, intelligence des situations

Adhésion aux valeurs de l'IECD : un regard sur la personne, un esprit de service, un engagement professionnel

### CONDITIONS DU POSTE

Statut : contrat de Volontariat de Solidarité Internationale (VSI), avec formation préalable au départ d'une semaine

Sous la responsabilité : du responsable des opérations de l'IECD basé au Cameroun

Collaboration étroite avec le responsable du volet commercialisation / débouchés basé à Douala ainsi qu'avec les équipes de coordination de l'IECD et de Bondouelle en France

**Dates du poste : juin 2017, pour deux ans renouvelables**

**Localisation : Dschang, Cameroun. Déplacement occasionnel à Douala. prévoir sur Douala.**

Package global :

Rémunération selon profil

Participation au logement

Billet A/R début et fin de contrat

Pack médical et social complet (maladie, rapatriement, mutuelle complémentaire) et cotisation retraite

### C O N T A C T

**Envoyer votre dossier de candidature (CV et lettre de motivation)**

**avec la référence « Cameroun – CDP APONH »**

**au service recrutement, recrutement@iecd.org**

**Ville D s c h a n g**

**Fonctions Animation, Formation, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste**

**Activités Agriculture, Environnement, Autre, Ressources Humaines, Social**

**Pays Afrique, Cameroun**

**Contrat CDD, Inconnu, Volontariat / service civique**

**Email de la personne contact recrutement@iecd.org**

**Date de fin de validité 30/04/2017**



## JOBS CAMPUS

### Avis de recrutement

#### **Poste: Auditeur interne**

#### **Description**

CARE est l'un des plus grands réseaux d'aide humanitaire au monde, apolitique et non confessionnel qui appuie et gère des projets d'urgence et de développement, en impliquant les communautés et en collaborant avec des partenaires locaux.

Notre objectif est de lutter contre l'extrême pauvreté et de défendre l'accès aux droits fondamentaux.

Notre approche est globale : le réseau s'attaque aux causes profondes de la pauvreté en menant des programmes d'éducation, de sécurité alimentaire, d'accès à l'eau potable, de santé, d'activités génératrices de revenus...

Soutenir l'autonomisation des femmes et agir pour leurs droits sont des actions essentielles pour lutter contre la pauvreté : c'est pourquoi les femmes sont au cœur de nos programmes. En 2016, CARE était présent dans 94 pays.

L'association CARE France est membre du réseau CARE. En 2016, CARE France est intervenue dans 32 pays. L'équipe présente à Paris regroupe une quarantaine de personnes.

**Pour en savoir plus sur CARE : [www.carefrance.org](http://www.carefrance.org)**

#### **Descriptif de la mission**

**Le service d'audit interne de CARE France** est rattaché au département administratif et financier de l'Association. L'audit interne se charge de donner une assurance sur la maîtrise des risques des programmes de CARE France, des bureaux-pays dont CARE France a la responsabilité (Cameroun, Maroc, Madagascar, Liban et Roumanie) et des activités siège de CARE France.

Objectif général de la mission

Sous la supervision du responsable audit, l'auditeur interne participera à la maîtrise des risques de l'Association. Il/elle fournira également un appui technique aux équipes programmes et contribuera à l'évolution et à la promotion de l'audit interne au sein de CARE France.

#### **Fonctions par ordre de priorité**

#### **Fonction 1 : Participer à la maîtrise des risques de l'Association (75%)**

#### **Audit des bureaux pays**

- Réaliser des audits réguliers de la gestion et du contrôle interne (rythme annuel au minimum)

#### **Assurer le suivi des recommandations**

Audits projets

- Réaliser des audits de projets pour limiter les risques de non-conformité et de pertes financières
- Assurer le suivi des

recommandations des audits

Audit Siège CARE France

- Réaliser des audits des départements CARE France

- Identifier et suivre les provisions pour risques

Suivi des audits externes

- Préparer les audits externes des bailleurs, être l'interlocuteur lors de l'audit et limiter les redressements

- Réaliser le suivi des recommandations des audits

Evaluation des risques

- Participation au processus de cartographie des risques de CARE France

- Participation à l'évaluation des risques des projets

Animation et participation au processus de contrôle interne

- Renforcer les procédures de contrôle interne chez CARE France

- Elaborer et tester la mise en œuvre des contrôles clés dans nos bureaux pays

- Identifier les zones de risques pour les projets au-delà d'un certain montant

- Evaluer les risques des bureaux pays avec lesquels CARE n'a pas l'habitude de travailler

- Revoir les éléments contractuels, plans d'achats, et documentation des achats au-delà d'un certain montant au regard du respect des

La suite à la page 32



## JOBS CAMPUS

La suite de la page 32

exigences bailleurs et CARE

Fonction 2 : Fournir un appui technique aux équipes programmes (20%)

– Assurer une veille pour être à jour sur la connaissance des règles et procédures bailleurs et CARE

– Participer au renforcement des capacités des équipes terrain et du siège sur les procédures des bailleurs

Fonction 3 : Participer à l'évolution et à la promotion de la fonction d'audit interne (5%)

– Rédiger le bilan de l'année pour présentation au CA,

– Promouvoir le rôle et la valeur de l'audit interne de CARE France au sein du réseau CARE et dans les ONG.

– Améliorer les outils d'audit

**Ville Paris 19**

**Expériences / Formation du candidat**

– **Bac +5 en**

**gestion/ audit/ contrôle de gestion/ école de commerce**

– Minimum 2 ans d'expérience en tant qu'administrateur terrain/ contrôleur de gestion siège/auditeur interne

– **La connaissance des bailleurs de fonds européens (ECHO, DEVCO) est un plus**

**Langues parlées**

**Anglais opérationnel impératif, l'espagnol est un plus**

**Qualité du candidat**

**Doté(e) de grandes qualités de communication, vous êtes à l'aise dans un environnement international. Vous aimez travailler en équipe et allez au contact des opérationnels, afin de comprendre les enjeux d'une entité.**

**Organisé, rigoureux(se), vous avez développé un bon sens de l'analyse. Précis(e) et méthodique, vous respectez les délais**

**Fonctions A u t r e**

**Activités A u t r e**

**Pays Afrique, Amérique latine, Asie, Moyen Orient**

**Contrat C D I**

**Salaire / Indemnité**

**selon le profil + tickets restaurants (à 9€ dont 5€ pris en charge par CARE) + 50% carte de transport + mutuelle**

**Documents à envoyer**

**Les candidat-e-s intéressé-e-s doivent envoyer leur curriculum vitae et une lettre de motivation en français à adresse mail recrutement. [audit@carefrance.org](mailto:audit@carefrance.org)**

**Merci d'indiquer la référence: RecrutementAuditeurinterne**

**Date de fin de validité 30/04/2017**







Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02  
Burkina Faso  
Tél: + 226 76609721  
E-mail: redaction@sc-mail.info  
Site web:  
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations  
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.  
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration  
OTC  
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication  
Siaka GOW

Rédacteur en chef  
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage  
- Alfred Syé KAM  
- Aminata PORGO  
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage  
Eliane BAYALA  
Aminata PORGO  
Bernard HIEN  
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:  
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture  
médiatique

+226 76609721  
+226 72080505  
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial  
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso  
Tél: +226 20954746  
+226 72070909

*Des questions de la recherche*

*Des questions des Universités*

*Des questions des Ecoles*

*Des questions d'Actualité*

*Des questions d'emplois*

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en  
version numérique à télécharger.*



## PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

01/04/2017 AU 08/04/2017 Groupe IV

1200 logements	25 36 02 52	Maignon	25 31 01 20
Afiya	25 48 83 47	Musée	25 36 68 41
Amitié Miyougou	25 38 52 36	Natilgé	25 36 28 00
Bethania 25	31 31 41	Nongui	25 40 84 88
Choukouroula	25 40 93 76	Ouédraogo	25 37 16 52
Circulaire Sède	25 38 44 91	Pierre Tapsoba	25 48 44 33
Diawara	25 30 61 68	Principale	25 37 54 15
Espoir	25 31 54 12	Sahel	25 31 81 95
Gare	25 31 62 06	Sira	25 43 17 78
Hippodrome	25 34 02 32	Somgandé	25 35 82 44
Hôpital	25 30 66 41	Sotisse	25 36 41 48
Jean Paul II	25 41 81 5413	Unité	25 34 39 42
Kadiogo	25 31 87 88	Vénégré	25 43 05 87
Kouma	25 38 57 42	Vidal	25 31 52 88
Lallé	25 45 67 25	Vièl	25 45 98 25
Le Rocher	25 40 83 87	Wend Kuuni	25 36 20 15
Les Grâces	60 80 80 77	Wend Yam	25 48 30 47
Louis Pasteur	25 33 58 67		

### ADRESSES UTILES

#### Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47  
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45  
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11  
SONABEL: 25 30 61 00  
Aéroport: 25 30 65 15  
Police secours: 25 30 71 00  
Gendarmerie: 25 31 33 40

#### Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18  
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44  
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11  
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30  
Aéroport: 20 97 00 70  
Burkina secours: 20 97 01 43  
Police secours: 17  
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

# Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

**Science - Education - Politique - Société - Economie**

**Semestriel;**

**Presse en ligne;**

**Quotidien numérique gratuit**

**sur [www.sciences-campus.info](http://www.sciences-campus.info)**

✓ **Couverture médiatique**

✓ **Publicité**

✓ **Communication**



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

**Un espace emploi**



**sur [www.jobs-campus.com](http://www.jobs-campus.com)**

*L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde*

Adresses: [www.sciences-campus.info/](http://www.sciences-campus.info/) [redaction@sc-mail.info](mailto:redaction@sc-mail.info)  
226 76609721/ 72080505/ 72072121  
05BP5805 Ouaga02  
Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO